

L'implacable politique-fiction irakienne

LOULOUWA AL-RACHID

Loulouwa Al Rachid is a post-doctoral researcher at the *European Research Council Wafaw* (*When Authoritarianism Fails in the Arab World*) and an associate researcher (PhD) in the Center for International Research (CERI) at SciencesPo Paris.

Grâce au soutien militaire et matériel de la coalition internationale contre le terrorisme, les djihadistes ont été contraints au repli dans le « triangle sunnite » à l'ouest de Bagdad. Le premier ministre Haïdar Al-Abadi a ainsi pu marquer des points importants, mais cela ne suffit pas à consolider un pouvoir vacillant dans un pays en proie à de multiples dynamiques conflictuelles qui l'empoisonnent depuis la destruction de son appareil étatique en 2003. Pour les Irakiens, ce régime n'incarne plus que l'incurie et la corruption de politiciens cyniques qui, depuis dix ans, dilapident les vies, les espoirs et les ressources nationales.

Rue de Bagdad.

Chatham House, 12 mars 2013.

En Irak, l'enracinement territorial de l'organisation de l'État islamique (OEI) aura été de courte durée. Les djihadistes y subissent désormais une série de revers militaires et perdent les uns après les autres les sanctuaires conquis depuis le début de leur « expansion » en 2013-2014. Le joyau du califat, Mossoul, la grande ville sunnite du nord de l'Irak tombée en juin 2014, subit des bombardements quotidiens et est encerclée par une imposante armada militaire qui se prépare à donner l'assaut final. Bon nombre des commandants de l'OEI ont été éliminés et, en dehors de Mossoul, ses combattants sont en déroute, contraints au repli sur quelques poches réduites et isolées dans les zones désertiques et montagneuses du triangle sunnite à l'ouest de Bagdad.

Le soutien accru de la coalition internationale contre le terrorisme, notamment l'intensification des attaques aériennes, le déploiement au sol de forces spéciales occidentales, ainsi que les importantes

fournitures d'armes aux troupes irakiennes et kurdes porte ses fruits. Ce soutien extérieur a permis au premier ministre irakien Haïdar Al-Abadi comme au président kurde Massoud Barzani de marquer des points importants, mais ne suffit pas à consolider leur position respective au centre du pouvoir où ils sont violemment contestés par une myriade d'acteurs anciens et nouveaux — pour ne rien dire de leurs propres alliés. La coalition ne sonnera pas le glas du djihadisme en Irak, pas plus que la défaite militaire probable de l'OEI à Mossoul ne règlera la crise multiforme que traverse le pays, Kurdistan inclus. Au contraire, elle risque fort d'exacerber les multiples dynamiques conflictuelles qui empoisonnent l'Irak depuis la destruction de son appareil étatique en 2003. Ces dynamiques traversent toutes les composantes ethniques et confessionnelles qui se disputent le pays entre elles et au sein de chacune d'elles.

À Bagdad, un retour à la stratégie insurrectionnelle d'Al-Qaida en Irak — notamment aux attentats sanglants en zones urbaines et à forte identité chiite — est déjà perceptible. S'il ne représente plus une menace « existentielle », ce terrorisme met néanmoins à nu [les dysfonctionnements et la corruption d'un régime politique](#) qui tourne à vide et fait du surplace. Plus ou moins irréformable, le régime de Bagdad continue cependant, par peur du vide, à être perçu comme utile par tous les acteurs, extérieurs comme intérieurs. Pour la population, passée l'euphorie de la fin de la dictature et des premières élections libres, ce régime n'incarne plus que l'incurie et la corruption de politiciens cyniques et égoïstes qui, depuis dix ans, dilapident les vies, les espoirs et les ressources nationales.

VERS LA TYRANNIE DE LA MAJORITÉ CHIITE ?

Le régime de Bagdad change, pourtant. Il demeure certes incapable d'assurer l'ordre et des services publics sur l'ensemble du territoire et encore moins d'exercer un monopole sur la violence légitime, toutefois il est bouleversé de fond en comble par deux dynamiques indissociables et, à tout le moins, lourdes de conséquences. D'une part, ce régime consacre le fait que l'homogénéité de l'Irak a glissé imperceptiblement vers celle des chiites. Une culture distinctement chiite domine la vie publique avec ses innombrables rituels religieux, son iconographie (affiches à l'effigie des grands ayatollahs, y compris Khomeiny et Khamenei, des commandants de

milices et des martyrs, etc.), ses codes vestimentaires, son dialecte et son accent profondément ancrés dans le sud de l'Irak, dans la ruralité et dans le tribalisme qui le singularisent. Les sunnites se font discrets, modifient légèrement leur nom, leur adresse ou leur accent pour passer inaperçus. De plus en plus de voix chiites réclament la propriété exclusive de l'État irakien, autrement dit le droit de gouverner seuls, au nom de la majorité démographique. La « concordance nationale » qui avait justifié les gouvernements de coalition est désormais oubliée au profit d'une double logique, à la fois majoritaire et sécuritaire, octroyant aux chiites tous les rouages de l'État et reléguant les velléités de réconciliation avec les sunnites aux calendes grecques au nom de la guerre contre le terrorisme. Dans cette logique, qui sera testée lors des prochaines élections provinciales et législatives en 2017 et 2018, les sunnites sont définitivement vaincus. Leurs régions ne sont-elles pas complètement sinistrées (la reprise de Ramadi à l'OEI a abouti à la destruction de 80 % de la ville) et vidées de leurs habitants, transformés en réfugiés dont personne ne veut à l'intérieur de leur propre pays ? Plus que jamais divisés et complètement discrédités, les politiciens sunnites n'auront, par ailleurs, d'autre choix que de se laisser coopter par les grands acteurs de la scène chiite et de leurs sponsors iraniens, faute de quoi ils risquent d'être accusés de sympathies pour l'OEI et privés des fonds éventuels consacrés à la reconstruction.

L'émergence, à la faveur des combats contre l'OEI, d'un ordre milicien qui touche toutes les composantes de la société jusqu'aux plus petites minorités ethniques et religieuses (Yézidis, chrétiens, Turkmènes, etc.) mine l'État tout en prétendant contribuer à sa défense et surtout rebat les cartes entre les factions chiites. En effet, les partis de gouvernement, au premier rang desquels Dawa et le Conseil suprême islamique irakien (CSII) sont confrontés à une multitude de concurrents qui s'estiment lésés par les quotes-parts d'accaparement du pouvoir et des ressources publiques (*muhassassa*) prévalant depuis 2003. Certes, ces nouveaux venus en politique issus de l'ordre milicien cherchent davantage à améliorer leur position au sein du « régime » de la « zone verte »¹ qu'à le renverser et préparent tous leurs listes pour les prochaines élections. Cependant ils divergent sur la nature de l'État irakien et sur ce que signifie l'objectif de défaire l'OEI : est-ce la

défaite du terrorisme, de l'insurrection sunnite qui ne cesse, en changeant de visage ou d'appellation, de se radicaliser faute de solution politique ou tout simplement la défaite des sunnites d'Irak collectivement assimilés aux takfiristes ? *In fine*, la question pressante est de savoir comment liquider l'héritage politique de 2003 afin de s'affranchir de l'ordre imposé par les États-Unis et du cartel des anciens exilés, de la violence et de la haute corruption qui les caractérisent.

UN PREMIER MINISTRE « FUSIBLE »

Depuis son accès au poste de premier ministre en septembre 2014, Haïdar Al-Abadi cultive son image de « chiïte modéré ». Il faut entendre par cette étiquette un politicien capable de défendre un certain « irakisme » face à l'Iran et de rassurer à la fois les sunnites d'Irak et son environnement régional arabe (rapprochement avec l'Arabie saoudite). Cette « modération » lui vaut néanmoins d'être perçu par une fraction importante de l'opinion publique irakienne et chiïte comme *inbitahi* (littéralement, « à terre ») face aux Américains.

En outre, il est désormais décrié comme un petit homme politique ayant laissé passer une occasion historique de réformer le processus politique. Il n'a su ni s'élever au-dessus de son appartenance au parti Dawa — dont, par ailleurs, il n'a jamais été qu'un cadre de deuxième rang — ni oser violer ce code d'honneur prohibant toute remise en question du *statu quo partisan* (*wathiqat al-sharaf*) signé le 11 avril 2016 à la veille de la première tentative d'instauration d'un gouvernement de technocrates. Al-Abadi est en effet resté prisonnier de la logique corrompue et sclérosante des quotes-parts négociées entre états-majors politiques, dilapidant ainsi l'immense soutien que les manifestants et l'ayatollah Ali Sistani lui ont apporté pour s'en affranchir et impulser le changement.

Haïdar Al-Abadi est structurellement condamné à rester un premier ministre faible. Il peut être renversé à tout moment, que ce soit par une motion de censure au Parlement ou par un glissement de la colère populaire vers une escalade armée dans laquelle manifestants, forces de l'ordre et milices chiïtes s'affronteraient en ordre dispersé, jouant le scénario d'un soulèvement massif contre le pouvoir comparable à celui de l'intifada de mars-avril 1991. Il suffira d'une étincelle (par exemple, une "bavure" des forces de l'ordre) pour que le pays s'embrase, d'autant plus que, jour après

jour, les affaires de corruption couplées à la médiocrité sinon l'absence totale de services publics (surtout l'électricité) enflamment les esprits.

Al-Abadi ne se maintient à la tête du gouvernement que grâce au soutien extérieur que lui apporte la communauté internationale coalisée contre l'OEI. Les crédits qui lui ont été octroyés depuis le début de l'année 2016 par les institutions financières internationales lui permettent de faire face à l'urgence : d'une part, le coût de plus en plus lourd de la guerre, de l'autre, la baisse des recettes pétrolières qui compromettent le fonctionnement des administrations publiques. À l'intérieur, il ne commande pas la loyauté d'un bloc parlementaire distinct et est contraint à un jeu d'équilibriste entre les diverses composantes de l'alliance chiite. Il ne parvient à imposer qu'un remaniement ministériel partiel : plusieurs portefeuilles ministériels dont le pétrole, la défense et l'intérieur sont actuellement vacants faute d'accord sur les quotes-parts et les candidats réclamés par le CSII, l'organisation Badr et le courant sadriste ainsi que plusieurs autres petites formations de la « maison chiite » (les factions de Hussein al-Shahristani, d'Ibrahim Al-Jaafari, le parti Al-Fadhila, etc.). Pour l'heure, Al-Abadi ne peut s'appuyer que sur les députés représentant les deux grandes minorités : les Kurdes, quoique toujours prompts à changer de partenaires à Bagdad au gré de leurs intérêts, et les sunnites en guerre les uns contre les autres, qui le préfèrent toutefois à son prédécesseur et aux milices chiites jugées sectaires.

L'OMBRE DE NOURI AL-MALIKI

Au sein de son propre parti — Dawa *stricto sensu* dispose de 54 députés —, il doit composer avec [la mainmise de Nouri Al-Maliki](#), qui en est resté le secrétaire général. Ayant exercé deux mandats consécutifs comme premier ministre (2006-2014), ce dernier s'est attaché à concentrer le pouvoir exécutif entre ses mains et à domestiquer les pouvoirs législatif et judiciaire. Et peut toujours compter sur de puissants relais à tous les rouages de ce qui, à plus d'un titre, apparaît comme un « État profond » et de réseaux solidement établis au sein de la société (chefs tribaux, hommes d'affaires, médias, groupuscules politiques et milices armées déployés dans tous les gouvernorats chiites). Son retour au poste de premier ministre semble difficilement envisageable : l'hostilité à sa personne rassemble une grande partie de l'opinion

publique, le courant sadriste et la *marjaiyya* de Nadjaf, une partie du leadership kurde (Barzani) et les politiciens sunnites.

Al-Maliki n'abandonne pas pour autant. Conscient du fait qu'il incarne un pôle fort de l'échiquier politique chiite (il est le seul politicien à pouvoir se targuer d'avoir remporté 720 000 voix à Bagdad aux législatives de 2014 contre un peu plus de 5 000 pour Al-Abadi), il continue à œuvrer dans les coulisses, s'appuie sur les chefs de la mobilisation populaire, et joue sur les divisions intrakurdes. Ses relations avec l'Iran demeurent très étroites, même s'il tient rigueur à Téhéran de l'avoir « lâché » après la chute de Mossoul. Son ambition ultime est de se hisser à la tête d'un bloc parlementaire majoritaire qui lui permettrait non seulement d'être un premier ministre de l'ombre, mais aussi de changer les règles du jeu politique : le passage d'un gouvernement de coalition à un gouvernement majoritaire et la renégociation des relations entre le centre et les minorités kurde et sunnite, afin d'alléger ce qui lui apparaît comme un fardeau financier et sécuritaire pour Bagdad.

En Irak, il est toujours question de « processus politique » (*al-amaliyya al-siyassiya*) et non pas de « régime politique » comme dans les autres pays arabes. Pourtant, la composition du pouvoir depuis la restitution de la souveraineté par les États-Unis est restée invariablement la même et relativement stable, grâce au « code » précédemment évoqué entre les partis politiques rentrés d'exil. Sans l'irruption brutale de l'OEI à Mossoul, il aurait sans doute été difficile de priver Nouri Al-Maliki d'un troisième mandat de premier ministre. La même coalition d'islamistes chiites (tantôt baptisée la « maison chiite », tantôt l'« alliance nationale ») monopolise l'essentiel du pouvoir et des ressources du pays avec la bénédiction tantôt explicite, tantôt implicite de l'ayatollah Sistani. Depuis les élections législatives de 2010, cette coalition a été affaiblie par Al-Maliki, passé maître dans l'art d'intimider ou de coopter ses adversaires politiques, sunnites comme chiites, en leur donnant accès aux voies d'enrichissement et de captation de la rente.

UN « PROCESSUS POLITIQUE » FICTIONNEL

Il n'empêche. Tous restent solidaires, prêts à d'interminables marchandages de quotes-parts et ne disposant d'aucune autre ressource de légitimité que [la carte confessionnelle](#) (défense du chiisme et de ses acquis depuis 2003, revanchisme anti-sunnite). Ce

régime islamiste chiite est structurellement dénué de toute capacité politique qui permettrait d'agir efficacement à partir d'une visée commune et réfléchie. Ses dirigeants sont interchangeables et se ressource dans la guerre chronique qui sert de diversion à leur responsabilité dans cette impasse que lamentent les Irakiens en affirmant « *Mako dawla !* » : il n'y a ni État ni autorité.

Dans ces conditions, parler de « processus » n'a d'autre fonction que de conforter la mystification d'un temps homogène et utopique, celui d'un ordre politique comme objet de pédagogie nationale parce qu'il est toujours dans une phase de fabrication, de progrès historique qui reste à parachever pour que la nation accomplisse son destin démocratique. En effet, pas plus en Afghanistan qu'en Irak, le « kit » de transition démocratique occidental ne produit de résultats tangibles. La Constitution irakienne adoptée en 2005, les institutions mises en place (Parlement, commissions indépendantes, Haute Cour de justice, etc.) ainsi que les multiples scrutins électoraux ne se sont pas arrogé une valeur organisationnelle du champ politique. Le Parlement est totalement impuissant : la Constitution a laissé au législateur plus d'une cinquantaine de matières à définir par des lois or celles-ci n'ont jamais pu être votées par les députés faute de consensus (loi sur les hydrocarbures, sur la Cour fédérale, sur le règlement intérieur du Parlement, sur le droit du travail, sur la fonction publique, etc.). Malversations et violences sous toutes les formes et en toute impunité sont la norme plutôt que l'exception.

La société irakienne est brutalisée au double sens du terme et survit dans une accoutumance diffuse à la violence qui la rend brutale aussi.

UN « RÉGIME SANS TÊTE » SOURCE DE VIOLENCE

La violence en Irak est généralisée, protéiforme, imprévisible, à la fois interne et externe. Elle est sociologique en ce sens qu'elle exprime de nombreuses pathologies socio-économiques : une économie rentière où, en dehors de la fonction publique et du secteur pétrolier, il n'y a ni emplois ni richesses ; une agriculture sinistrée par les guerres, les sanctions internationales des années 1990 et surtout la pénurie d'eau. Enfin, une population exsangue, appauvrie, exclue du champ politique et condamnée à [des cortèges de déplacés internes et de réfugiés](#). La violence est aussi la traduction d'un trop-plein, d'une hétérogénéité sociale,

culturelle, religieuse que la dictature baasiste n'a jamais véritablement réussi à discipliner en dépit de ses velléités totalitaires. Avec cette différence de taille : la violence n'est plus aujourd'hui le fait de l'État (policier, répressif), mais des groupes qui se disputent sa propriété, ses frontières, ses ressources, son identité ; elle est en quelque sorte « privatisée » au profit d'une multitude d'acteurs non étatiques.

Par ailleurs, la violence s'exerce de l'extérieur, en déshumanisant les victimes que l'on ne compte plus. Elle est administrée sous forme de bombardements aériens par la coalition internationale contre le terrorisme, à laquelle s'ajoutent des hégémons régionaux (Turquie, Iran, Arabie saoudite) poursuivant une politique de puissance ou craignant pour leur propre unité et économie nationales. Dans les deux cas, cette violence externe fausse les rapports de force internes et plante immanquablement les germes de nouveaux cycles de violence. Ainsi, en fournissant armes et couverture aérienne aux Kurdes pour repousser les combattants de l'OEI, la coalition internationale permet un agrandissement de territoire aux dépens des Arabes. Les milices chiites profitent quant à elles de cette même couverture aérienne pour achever un travail de nettoyage confessionnel dans les zones de peuplement mixte telles que les villes et villages de la ceinture de Bagdad ou du gouvernorat de Diyala, frontalier de l'Iran.

L'intelligibilité de cette violence ne saurait être réduite à [la dimension confessionnelle](#) des conflits sociaux et politiques, autrement dit par le paradigme simplificateur de la guerre de religion et des deux axes géopolitiques qui la sous-tendent, l'Iran d'un côté et les pays arabes (et la Turquie) de l'autre. Il faut au contraire insister sur la fluidité des configurations et des rapports de force locaux (entre citadins et ruraux, tribus, régions, classes sociales, partis politiques ou milices, etc.) qui rend difficile toute cristallisation sociale ou politique.

Il est illusoire de croire en la possibilité d'une réforme tant le système est vicié à la base, au point que certains hauts fonctionnaires irakiens se réjouissent ouvertement de la chute des prix du pétrole qui complique la « politique du ventre », cette lutte pour les richesses de l'État qui est à la fois le moteur de la compétition entre les partis politiques et la garante de leur autoperpétuation. La « zone verte » s'apparente effectivement plus

à une milice de la corruption transconfessionnelle qu'à une autorité étatique ; Haïdar Al-Abadi ou un autre n'y changera rien. Pire, ce « régime sans tête » (la qualification est de [Peter Harling](#)) est devenu lui-même la plus grande source d'instabilité et de violence dans le pays. Avec la collusion de ses deux puissances tutélaires, [les États-Unis et l'Iran](#).

LOULOUWA AL-RACHID

¹NDLR. Enclave hautement sécurisée au centre de Bagdad qui abrite notamment le Parlement et les services du gouvernement irakien.